



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU RHONE**

Direction départementale  
de la protection des populations

*Lyon, le*

**- 9 DEC. 2010**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS

☎ : 04 72 61 64 54

✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

## **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article 17-2 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société RUGET dans son établissement situé Parc d'activités Lyon Sud Ouest RD 42 à CHAPONOST ;

VU le rapport du 9 novembre 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la société RUGET devait fournir le bilan de fonctionnement de son établissement avant le 24 octobre 2010 ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, aucun document n'ayant été présenté, la société RUGET est en situation irrégulière vis à vis de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

.../...

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société RUGET est mise en demeure de présenter avant le 31 décembre 2010, le bilan de fonctionnement relatif à son établissement situé Parc d'activités Lyon Sud Ouest RD 42 à CHAPONOST, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié susvisé.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHAPONOST,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 9 DEC. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER